

Parti de  
**Gauche**

**FRONT  
DE GAUCHE**

# Non à la LRU 2



Martine Billard et  
Jean-Luc Mélenchon,  
co-présidents  
du Parti de gauche

La loi LRU (Libertés et responsabilités des Universités) a été une des premières lois du mandat de Nicolas Sarkozy. Elle était emblématique des lois votées en Juillet 2007 et posait les jalons de la régression sociale qui marquerait le quinquennat.

**Loin de l'abroger, le gouvernement se moule dans son cadre pour proposer une nouvelle loi d'orientation sur l'Enseignement supérieur et la Recherche par la voix de la Ministre Geneviève Fioraso.**

**Cette loi s'inscrit dans un objectif d'austérité, prévoyant la marchandisation des savoirs. En rupture avec le droit à l'éducation pour tou-te-s, les Universités devront faire porter sur les étudiant-e-s et leur famille la charge financière, en augmentant les frais d'inscription ou en obligeant à emménager loin, une fois l'enseignement concentré dans quelques grands pôles et favorisant l'endettement étudiant.**

## LRU Sarko : NON

## LRU 2 Hollande : Toujours NON

Pour tous contacts : [universites@lepartidegauche.fr](mailto:universites@lepartidegauche.fr)

Pour toutes informations : [univ.lepartidegauche.fr](http://univ.lepartidegauche.fr)

# La LRU 2 en détail

## L'Université à la diète

Suite au rappel à l'ordre de Bruxelles, les « bons élèves » de Bercy ont gelé 250 M d'€ de crédit de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en 2013. **L'augmentation du budget 2013 est ainsi ramenée à 1,1 %. Soit largement moins que l'inflation (2 %).** Avec cette nouvelle baisse du financement par l'Etat, les frais d'inscription qui risquent d'augmenter.

## De l'autonomie à la régionalisation

L'axe central de la loi LRU, le principe d'« autonomie », est réaffirmé clairement. Dans le même temps, **la loi de décentralisation permet à l'Etat de déléguer aux Régions la gestion des locaux.** Nombre d'universités en difficultés financières vont être tentées de solliciter les Régions quitte à accepter de se conformer encore plus à leur vision libérale des formations. La régionalisation va accroître la mise en concurrence des universités entre elles, alors que c'est l'ensemble du service public qu'il faut renforcer.

## L'Université au service de la compétitivité

Elle organise, plus explicitement encore que la loi LRU, **la subordination progressive du monde académique aux impératifs du secteur privé et de « l'économie ».**

## Gouvernance, encore moins démocratique

La gouvernance n'est pas plus démocratique. Les conseils qui gèrent les Universités continueront à être composés en grande partie par des membres nommés et non plus élus au risque qu'ils prennent des décisions défavorables aux étudiants et personnels, ainsi qu'à la recherche ou la formation. **Pire, alors que le président n'était désigné que par les membres élus, ce sera aujourd'hui l'ensemble des membres qui procéderont à l'élection.**

## Evaluation, on continue comme avant

Enfin, concernant l'évaluation, l'AERES disparaît mais est remplacée par le Haut Conseil d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (HCERES). **Mis à part le nom, la différence est mineure.** La méthode est la même que pour la RGPP, loi de démantèlement du service public renommée MAP. On change le nom, pas le fond.

## Et la précarité dans tout ça ?

**Rien n'est prévu pour permettre la titularisation des 50 000 précaires et donc de résorber la précarité.** De plus les créations de postes annoncées par la Ministre sont insuffisantes. Les 1 000 postes annoncés ne compenseront pas les 3 000 supprimés entre 2008 et 2012 et ne sont même pas à la hauteur des 1 500 postes actuellement gelés dans les Universités.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

CP : ..... Ville : ; .....

Tél : ..... Email : .....

Université.....

Je souhaite être informé-e des activités du Parti de Gauche

Je souhaite adhérer au Parti de Gauche et recevoir un formulaire d'adhésion

À retourner à : **Parti de Gauche, 8 rue Chassagnolle, 93260 LES LILAS**